

Hébergement d'urgence : "Pas un mandat de plus à la rue" !



© Secours Catholique de Paris

LOGEMENT

23/03/2022

Mobilisation CAU

« À l'approche de la fin de la trêve hivernale le 31 mars et en pleine campagne électorale, le Collectif des associations unies (CAU), dont est membre le Secours Catholique, a organisé ce mercredi 23 mars deux rassemblements - l'un à Paris, place de la République, l'autre à Marseille, place des Réformés - pour alerter sur le manque de places d'hébergement d'urgence.

En France, 300 000 personnes sont sans domicile : à la rue, dans des bidonvilles, des hôtels sordides, des centres d'hébergement... Chaque nuit, ce sont près de 4 000 personnes, dont 1 000 enfants, qui appellent le numéro d'urgence 115 et restent sans solution d'hébergement, faute de places suffisantes. Si, par chance, ces personnes décrochent un abri pour la nuit, la qualité de l'accueil n'est pas toujours au rendez-vous pour répondre à leurs besoins de repos, de santé, d'intimité, de sécurité, d'alimentation digne, de lien social, d'accompagnement... Ces conditions de vie pèsent énormément sur des personnes en situation de grande détresse et aux parcours de vie compliqués.

Lorsqu'ils disposent encore d'un logement, l'affaiblissement des ressources conjugué à l'augmentation du prix du loyer et des factures d'énergie met de nombreux locataires en difficulté. Les plus pauvres d'entre nous dépensent ainsi près de 60 % de leurs revenus pour se loger. Face à la cherté du logement privé, 2 millions de ménages attendent un logement social, une attente qui dure en moyenne dix ans. Malgré ce constat alarmant, depuis 1984, les moyens publics investis dans le logement n'ont jamais été aussi faibles. » propos recueillis par Cécile Leclerc-Laurent.

Il est temps de mettre fin à cette spirale infernale ! La France a les moyens de venir à bout du drame quotidien vécu par les sans-abri et de faire en sorte que chaque personne puisse se loger dignement. Pour que le prochain quinquennat soit celui des résultats, il est urgent de :

- Garantir un accueil inconditionnel et continu dans un hébergement digne et adapté.
- Mobiliser davantage le parc HLM, les bailleurs privés et les logements vides pour les plus vulnérables.
- Réguler les marchés immobiliers et réduire la part des dépenses liées au logement.
- Produire 150 000 logements vraiment sociaux par an.
- Rénover les logements dégradés
- Mettre fin à toutes les expulsions sans solution de relogement.

Témoignage de Fanny Plançon



Comment expliquer qu'aujourd'hui le dispositif d'hébergement d'urgence est saturé ?

L'hébergement d'urgence est le réceptacle d'autres politiques publiques défailtantes, au premier rang desquelles la politique du logement. Actuellement, la construction de logements sociaux et très sociaux est insuffisante et ne bénéficie pas aux ménages aux ressources modestes. Les APL ont par ailleurs été réduites fragilisant des milliers de ménages qui ne peuvent se maintenir dans leur logement et qui se tournent donc vers l'hébergement d'urgence.

Il faut par ailleurs mentionner la crise migratoire : aujourd'hui en France l'hébergement d'urgence est d'autant plus saturé que le dispositif dédié aux demandeurs d'asile et aux réfugiés est largement sous-dimensionné.

Enfin, de nombreuses personnes deviennent sans domicile parce que leur sortie d'institution est insuffisamment préparée : c'est par exemple le cas de jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance, de personnes sortant d'hospitalisation ou encore de personnes sortant de détention. L'ensemble de ces dysfonctionnements est à l'origine d'une tension extrême sur le secteur de l'hébergement d'urgence.

Quel est l'état de l'hébergement d'urgence en France ?

Il est vrai qu'aujourd'hui les capacités d'hébergement d'urgence atteignent un niveau record, avec environ 200 000 places au total en 2022 (hors dispositif d'accueil des demandeurs d'asile). On a vu avec la crise du coronavirus qu'il était possible d'augmenter le nombre de places pour parer à l'urgence. Mais ce développement quantitatif s'est fait au détriment de la qualité de la prise en charge. Et les besoins sont malgré tout loin d'être pourvus.

Chaque jour, ce sont 3000 à 3500 personnes qui appellent le 115, mais qui s'entendent dire qu'il n'y a pas de places pour elles. Ce chiffre exclut de fait les personnes qui n'ont pas réussi à joindre le 115 et celles qui n'essaient même plus d'appeler. On estime ainsi qu'il y a environ 30 000 personnes sans abri et sans solution d'hébergement d'urgence en France.

Quels messages souhaitez-vous passer avec cette mobilisation du Collectif des Associations Unies (CAU) ?

Le logement est, avec le climat, le grand absent de la campagne électorale, invisibilisant les situations dramatiques de mal-logement que connaissent 4,1 millions de personnes en France. Clairement, il faut remettre le sujet dans le débat public ! D'autant que 10 000 places d'hébergement d'urgence doivent être supprimées d'ici la fin de l'année, et que l'exclusion liée au logement risque de progresser encore avec l'inflation du coût de la vie et du chauffage.

Par ailleurs il nous faut relever collectivement le défi de l'accueil de toutes les personnes fuyant les conflits et la guerre, qu'il s'agisse de personnes ukrainiennes comme des autres. Et au-delà du problème de la saturation de l'hébergement d'urgence, les pouvoirs publics doivent s'engager en faveur d'une politique du logement plus ambitieuse pour que chacun accède à un logement digne et pérenne en conformité avec le principe du « logement d'abord ».

[Lire notre enquête : Hébergement d'urgence, comment résoudre la crise ?](#)

Témoignages lors de la mobilisation

Luca, personne accompagnée témoigne

« Je suis là aujourd'hui, pour défendre les droits au logement pour tous, notamment les SDF citoyens victimes de la précarité et de la pauvreté qu'il y a actuellement en France. 1 logement pour tous, avec un logement décent. La rue tue, tous les ans, dans toute la France il y a des gens qui meurent, qui souffrent du manque de logement. Qui ne dit pas de toit, dit pas de travail, tu ne peux que mourir. Comment veux-tu faire une formation et dormir dehors, j'ai réussi à aller jusqu'au bout. Mais avec la fatigue accumulée, tu loupes des choses et tu ne décroches pas de contrat de travail. C'est tout simple, je recherche un petit endroit pour dormir, me poser et pouvoir me reposer et vivre comme tout le monde. Un toit, un logement, un travail et je suis tranquille.

La rue esquinte les personnes, elle les détruit, beaucoup meurent en hiver, comme en été. L'État fait beaucoup de choses, elle peut en faire davantage. Que les choses soient claires, et pouvoir se reposer dans de bonnes conditions. Et non dans des logements, on tous sont parqués, tous mélangés, ce n'est pas digne. »

Bruno, membre du collectif témoigne

« On ne peut que plaider pour un parc d'hébergement à la hauteur des besoins, de qualité avec un accompagnement social. Il est important d'aborder cette question sous un aspect pérenne en dehors de toute pression de l'actualité et de contingente climatique. C'est bientôt la fin de la trêve hivernale avec la reprise infernale des cercles des expulsions. On a une interrogation sur 10 000 places en 2022 qui pourraient manquer et qu'on aurait besoin. Il y a de grosses avancées en ce qui concerne les ukrainiens notamment concernant leurs statuts temporaires. Cela signifie que quelques soient le parcours des personnes, SDF victimes de rupture sociale, migrants déplacés, la France est en mesure de fournir un toit à toute

personne qui en est dépourvu et tout cela dans un esprit de solidarité nationale avec une vraie répartition territoriale en associant toutes les composantes de manière à ce que l'on règle enfin cette situation de fond. »

Nathalie porte-parole du CAU témoigne

« Pour un ménage c'est 60% du budget. Et on ne parle pas des personnes qui ne peuvent pas accéder à un logement social, c'est plus de deux millions de personnes qui n'ont pas accès et plus de dix ans pour y accéder. Le chiffre des logements sociaux n'est pas à la hauteur des besoins soit 100 000 logements, alors que nous étions à plus de 126 000 en début de quinquennat. Par les crises, quand on a une volonté collective, c'est possible. Il faut une politique structurelle et pas seulement conjoncturelle. »

Patrick, bénévole tournées de rue témoigne

« Je souhaite être présent pour témoigner publiquement et physiquement de mon attachement pour la lutte contre la pauvreté. Que cela marque et que l'on s'en souvienne. »

Propos recueillis par Cécile Leclerc-Laurent. Témoignages lors de la mobilisation Secours Catholique de Paris. Crédits photos : © Secours Catholique Paris

<https://paris.secours-catholique.org/notre-actualite/hebergement-durgence-faites-appliquer-le-droit-car-cette-situation-est-inacceptable>